



Mission régionale d'autorité environnementale

**Pays-de-la-Loire**

**Décision de la Mission régionale  
d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire  
après examen au cas par cas  
Élaboration du Zonage d'assainissement  
des eaux pluviales (ZAEP)  
de la commune de SAINT-PHILBERT-DE-GRAND-LIEU (44)**

n°MRAe 2018-3344

## **Décision relative à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-17-II du code de l'environnement**

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales, déposée par la commune de Saint-Philbert-de-Grand Lieu, reçue le 11 juillet 2018 ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 31 août 2018 ;

**Considérant** que l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales, relevant de l'article R. 122-17 II du code de l'environnement, doit faire l'objet d'un examen préalable au cas par cas dans les conditions prévues à l'article R. 122-18 du même code ;

**Considérant** qu'elle est menée en parallèle de la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu qui a été arrêté le 11 juin 2018 et qui est soumis à évaluation environnementale ;

**Considérant** qu'elle s'appuie sur l'étude de diagnostic et le schéma directeur pluvial qui ont permis de qualifier le fonctionnement hydraulique du réseau et de définir les orientations d'aménagements à réaliser sur le réseau pluvial existant ;

**Considérant** que le dossier a identifié les secteurs aujourd'hui exposés à des problèmes d'écoulement des eaux pluviales et a prévu, pour les principaux problèmes, des solutions pour y remédier ;

**Considérant** que la commune est concernée par la présence de nombreux inventaires et protections relatifs au milieu naturel et au paysage liés à la présence du lac de Grand-Lieu : zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF), site Natura 2000, site inscrit et classé ; qu'elle est soumise à la loi Littoral en tant que riveraine de ce lac ; qu'elle est également concernée par la présence de la nappe phréatique du Maupas ;

**Considérant** que la commune prévoit la réalisation de nouveaux bassins de régulation des eaux pluviales et le renforcement des canalisations permettant d'améliorer le fonctionnement général ; que les éléments apportés à l'appui de la présente demande indiquent que ces travaux n'interféreront pas avec les secteurs à enjeux évoqués ci-avant ;

**Considérant** que ce projet encadre les dispositifs de gestion des eaux pluviales des opérations de construction et d'aménagement futurs avec un niveau de protection plus élevé pour les vallons présentant les plus forts risques hydrauliques ;

**Considérant** dès lors que des solutions seront mises en œuvre pour gérer les principaux problèmes hydrauliques et pour encadrer les dispositifs pour les opérations futures ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de Saint-Philbert-de-GrandLieu n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

#### **DECIDE :**

**Article 1 :** L'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu n'est pas soumise à évaluation environnementale.

**Article 2 :** La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 (III) du Code de l'environnement, sera jointe au dossier d'enquête publique.

**Article 3 :** La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL des Pays-de-la-Loire.

Fait à Nantes, le 7 septembre 2018

La présidente de la MRAe des Pays-de-la-Loire

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Fabienne', with a horizontal line underneath.

Fabienne ALLAG-DHUISME

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe  
DREAL des Pays-de-la-Loire  
SCTE/DEE  
5, rue Françoise GIROUD  
CS 16326  
44263 NANTES Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.  
Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes  
6, allée de l'Île Gloriette  
B.P. 24111  
44041 NANTES Cedex

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;  
Il est adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire  
Ministère de la transition écologique et solidaire  
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex